

ge. Pour « L'Humanité » la preuve de la justesse de la nouvelle ligne résiderait dans l'exploitation par la presse française des déclarations de Staline contre l'activité du parti. Puisqu'ils sont « obligés » de reprendre cette déclaration, c'est qu'elle est juste ! Raisonnablement irréfutable et digne de la stupidité crasseuse de journalistes véreux s'occupant de communisme (?). Vaillant-Couturier, l'homme de la troisième période et du « social-fascisme », affirmera que les communistes ne rejettent pas l'idée de la patrie, de l'armée et qu'avant de conquérir, celles-ci « ils veulent sauvegarder, en attendant, toutes les richesses matérielles et culturelles du pays ». Il appellera donc les ouvriers à lutter pour un nettoyage de l'armée bourgeoise. « Contre les officiers fascistes » dira l'« Humanité » afin que l'armée française devienne un instrument sûr de la défense de l'U.R.S.S., rempart de la paix. Il est évident que la promesse des centristes de continuer la campagne contre les deux ans, de refuser de voter les crédits de guerre, perd toute signification si l'on examine le fond des choses. Le centrisme ne se bornera plus à dévoyer, à disperser les luttes ouvrières mais est appelé à travailler sur le même plan que la social-démocratie : la mobilisation des ouvriers autour de l'Etat national et peut-être bien à participer à des gouvernements d'Union Sacrée. C'est bien ce que laisse supposer Vaillant-Couturier dans un leader consacré aux forces de gauche, à une perspective de nouveau Cartel. Comme les socialistes, les P. C. voteront contre les crédits de guerre tant qu'ils auront la certitude de ne pas mettre ceux-ci en danger. Car, comme le dit très clairement la « Correspondance Internationale » la phrase de Staline représente « le rejet le plus vigoureux de toute pseudo lutte pacifiste pour la paix qui, dirigée uniquement contre les mesures techniques de la défense, proclame — thèse absurde — que la meilleure défense contre Hitler est, en fait, le renoncement à toute défense ». Ce n'est pas le problème de la technique militaire qui intéresse les centristes, mais le problème politique, c'est-à-dire une « juste volonté ». En d'autres termes, ils sont pour la défense natio-

nale avec la garantie qu'elle se fera au profit d'impérialismes alliés à la Russie. Le centrisme n'aura pas attendu la guerre pour montrer sa gueule de traître : en cela il est digne de figurer comme un échelon supérieur par rapport à la trahison des socialistes en 1914.

Léon Blum, dans le « Populaire » constatera avec satisfaction que toutes les divergences de principe sont éliminées par l'acceptation de la défense nationale par les communistes et que l'unité organique s'impose plus que jamais. Dans un article, « La Lanterne éclairée », commentant le pacte franco-russe, Blum avait déjà déclaré qu'en vertu de ce pacte si la Russie était attaquée par l'Allemagne ou par toute autre puissance européenne, ou bien si c'était la France qui était assaillie, deux hypothèses se posaient : la première la France devait-elle porter ses troupes au secours de la Russie ?, la seconde, la Russie les siennes au secours de la France ? « En clair et en net, répondait L. Blum, ma réponse est oui ». Et, expliquant sa position, il ajoutait que tout pacte d'assistance mutuelle assume volontairement un risque de guerre involontaire. « Nous assumons un risque de guerre pour créer une probabilité de paix ». Le terrain ainsi préparé était fait pour recevoir sans choc la déclaration de Staline.

La social-démocratie admet ouvertement que la « guerre » et la « paix » ne sont que l'envers et l'endroit d'une même médaille capitaliste et qu'il convient de soutenir une politique de « sécurité » qualifiée de soutien de la « paix » pour préparer une bonne guerre (il est évident que les sophismes de Blum sur le risque volontaire de guerre involontaire n'ont aucun sens). Cela est tellement vrai que le manifeste du 1er Mai de l'I. O. S. met en évidence deux points : la lutte contre l'Allemagne hitlérienne « parachevant sa préparation militaire en Europe » et la « coopération des démocraties européennes avec l'Union Soviétique pour empêcher la guerre ». Aussi bien que la S. D. N. est un instrument manœuvré par l'impérialisme français, l'I. O. S. est le porte-paroles des agents des Etats groupés autour de la France arborant le

drapeau de la « paix ». La position isolée du Labour Party exprime bien ce caractère de l'Internationale des traîtres, en soutenant contrairement aux autres sections la politique d'équilibre britannique envers l'Allemagne.

Pour la « paix » s'allignent donc ouvertement centristes, qui affirment voir dans le Reich « non un Etat capitaliste ordinaire », et socialistes, approuvant et soutenant la politique militaire des Etats démocratiques face à l'Allemagne hitlérienne, cet « élément d'anarchie internationale ». Mais cette dernière avec le discours de Hitler au Reichstag a également affirmé sa volonté de « paix ». Goering, comme d'ailleurs avant lui, Flandin, n'avait-il pas déclaré : « nous avons bien travaillé pour la paix, nous avons réarmé ». La « paix » pour l'Allemagne signifie la possibilité d'obtenir pacifiquement ses revendications territoriales, des colonies, comme elle signifie pour les autres Etats le maintien de leur prédominance. C'est cela que Hitler a mis en évidence dans ses treize points, et le réarmement de l'Allemagne n'est que la conséquence de l'impossibilité d'y aboutir pacifiquement. C'est cela que les ouvriers allemands ont acclamé et c'est sous ce drapeau qu'ils marcheront dans la prochaine guerre. Ainsi, est prouvé ce que nous mettions en tête de cet article : la convergence de toutes les forces du capitalisme, allant de Hitler à Blum et de Blum à Staline, contre le prolétariat de tous les pays pour la préparation de la guerre.

Il reste à tirer quelques conclusions.

Le processus de dégénérescence de l'Etat soviétique ne date pas du communiqué de Moscou, pas même de son entrée dans la Société des brigands. Ses bacilles se retrouvent dans les difficultés que les bolchéviks durent affronter sans pouvoir se prévaloir d'expériences antérieures. La lettre aux ouvriers américains écrite par Lénine en 1918 et citée aujourd'hui par l'« Humanité » pour justifier ses trahisons, exprime les terribles inconnues du problème des rapports de l'Etat prolétarien et des Etats capitalistes. Il s'avère actuellement que Lénine envisagea erronément une éventualité qui si elle s'était produite à l'époque

aurait modifié ses opinions. Il croyait possible à l'Etat prolétarien d'intervenir sur le front des contrastes inter-impérialistes, d'exploiter au profit du prolétariat les luttes entre brigands opposés. Ce n'est pas un hasard si l'aide demandée à la France à l'époque de Brest-Litow ou à l'Allemagne (1) au moment de l'occupation d'Arkhangel par les Alliés ne vint jamais et si toutes les suppositions de Lénine restèrent lettre morte jusqu'au premières défaites prolétariennes et le triomphe du centrisme. En effet, expression de la lutte de classe du prolétariat dans le monde entier. Octobre 1917 représentait la *négarion des contrastes du monde capitaliste, leur réponse prolétarienne*. Aussi bien que l'intervention du capitalisme ne put triompher en Russie non du fait des antagonismes existant entre les différents Etats, mais du fait du réveil des ouvriers dans le monde entier, l'aide d'un capitalisme donné à la Russie était alors inconcevable précisément à cause de l'approche de rudes batailles de classe. Ceci revient à dire que lutte de classes et contrastes inter-Etats s'excluent mutuellement; que l'Etat prolétarien ne peut vivre que relié au processus de la lutte des ouvriers du monde entier, que s'il subit les lois de cette lutte au lieu d'imposer les siennes, car ces dernières ne peuvent que le rattacher aux péripéties des contrastes entre les pays antagonistes se déroulant sur la base des défaites des ouvriers dont l'Etat prolétarien deviendrait le principal artisan. *Guerre ou révolution, contrastes inter-Etats ou lutte des classes*, voilà les termes de classes opposées qui se heurtent irrévocablement sur l'échelle mondiale.

Une autre pensée des bolchéviks russes c'était qu'il pouvait être possible à l'Etat prolétarien d'accélérer le cours des contrastes inter-impérialistes sur le front des rapports inter-étatiques. On connaît la pensée de Lénine proposant de vendre à l'Amérique, à l'époque de l'intervention, un territoire occupé par le Japon afin de dresser face à face les deux brigands. Encore

(1) Voir à ce sujet les informations publiées par Louis Fischer dans « Les Soviets dans les affaires »